Notes de lecture

droit syndical dans l'entreprise, protections, conflits).

Ecrit par deux spécialistes, universitaires ou praticiens du ministère du travail, formateurs au CNAM, ce livre est d'un abord simple, pratique d'utilisation et actuel, comme écrit pour les praticiens de terrain et non pour des juristes.

Tous les grands problèmes sont abordés de manière claire avec indication des textes ou décisions judiciaires de référence pour ceux qui souhaiteraient approfondir l'étude de tel ou tel sujet. Un bibliographie complète l'ouvrage à cet effet.

La démarche didactique et la simplicité du langage contribuent à rendre accessible la complexité de la législation en vigueur tout en dégageant la portée pour les entreprises et les salariés des dispositions légales ou jurisprudentielles.

La nouvelle édition de ce manuel intègre les récentes évolutions de la loi Robien concernant l'aménagement du temps de travail et les licenciements économiques.

(F.Di.)

MISÈRE DU PRÉSENT - RICHESSE DU POSSIBLE

André Gorz

Paris, Editions Galilée. Collection Débats. 1997, 229 pages.

D'emblée André Gorz se veut provocateur en déclarant : *«Il faut ne rien attendre des traitements symptomatiques de la «crise», car il n'y a plus de crise : un nouveau système s'est mis en place qui abolit massivement le «travail»*... et l'auteur d'insister : *«Il faut oser vouloir l'Exode de la «société de travail» : elle n'existe plus et ne reviendra pas. (…) Il faut que le «travail» perde sa centralité dans la conscience».* ... Dans un premier temps il explique quels sont les différents sens donnés au concept «travail» dans le capitalisme industriel - celui dont la fin a été annoncée par Jeremy Rifkin (1), et dont Gorz souhaite le dépassement pour une autre forme de vie, d'activité et de savoir-vivre.

Il explique d'abord l'évolution qui a abouti à *«l'implosion de l'économie mondialisée»* dans laquelle l'argent rapporte de l'argent sans rien vendre ni rien acheter que lui-même. Les capitaux, cherchant à maximiser le profit,ont réussi à produire des volumes accrus de richesse en utilisant de moins en moins de travail et en distribuant de moins en moins de salaires. L'argent, devenu parasite, dévore l'économie et pille la société.

L'auteur passe en revue les différentes étapes de cette évolution, en égratignant au passage quelques idées reçues. Par exemple, la mondialisation, selon lui, ne s'explique pas par la révolution informatique ni par la quête de nouveaux débouchés. Elle est la réponse politique à la crise de «gouvernabilité» des institutions économiques et sociales, y compris les entreprises et l'Etat, qui s'est manifestée aux Etats-Unis à partir des années soixante et en Europe dès les années 1970. C'est l'Etat-Providence qui, s'étant substitué à la société civile en intervenant, réglementant et protégeant dans tous les domaines de la vie,est devenu vulnérable et fait l'objet d'attaques des décideurs publics et privés comme des économistes libéraux qui cherchent à le remplacer par les lois du marché. Parallèlement, le même raisonnement est appliqué à la crise de gouvernabilité des grandes entreprises, hautement hiérarchisées,caractérisées par l'organisation du travail fordiste. Pour y remédier, les tenants du libéralisme cherchent à créer des formes d'organisation décentralisée et des unités de travail autonomes, tout en déréglementant le marché du travail, le libérant des «rigidités» des conventions collectives et des accords d'entreprise ainsi que des droits sociaux obtenus pendant les «trente glorieuses». L'arrêt de la croissance économique dans les années soixante-dix ravive la concurrence et requiert des accroissements de la productivité et une réduction des coûts de production. Dans cette course, les entreprises, devenues multinationales, créent des filiales de par le monde et accélèrent l'exode des capitaux. Ces mutations sont rendues possibles par la révolution informatique et la libéralisation du commerce et du mouvement des capitaux, qui s'accélèrent à un rythme sans précédent. L'auteur y voit l'émergence d'un *«Etat supranational du Capital* (...) *sans base sociale, ni constitution politique.* (...) *Pouvoir sans société, (cet Etat) tend à engendrer des sociétés sans pouvoir, met*

*en crise les Etats, discrédite la politique, la soumet aux exigences de mobilité, de «flexibilité», de privatisation, de déréglementation, de réduction des dépenses publiques, des coûts sociaux et des salaires, toutes choses prétendument indispensables au libre jeu de la loi du marché».*Il importe donc pour l'auteur de sortir de ce cercle vicieux. Le salariat doit disparaître et le capitalisme avec lui. Il doit être remplacé par une reconnaissance sociale de nouvelles activités et compétences qui répondent à de nouveaux besoins. Il s'agit d'une nouvelle forme de société, où les individus se forment continuellement et recherchent un accomplissement par une multiactivité. Il ne s'agit pas de réduire le temps de travail pour répartir les emplois, mais de changer de mode de vie en introduisant une allocation universelle d'un revenu social suffisant qui affranchit les individus des contraintes du marché du travail. Cette idée est développée dans un dernier chapitre intitulé «Sortir de la société salariale», dans lequel l'auteur passe en revue les diverses propositions et expériences de réduction de temps de travail, de la sauvegarde des emplois et diverses formules d'allocation de revenu soumises à des obligations de fournir un travail en contrepartie. André Gorz rejette ces formules qu'il juge insuffisantes en proposant la sienne, d'allocation universelle sans condition. A l'appui de cette proposition il cite l'expérience danoise qui constitue une ébauche d'une société et d'une économie différentes, en garantissant un revenu social durant les intermittences de l'emploi. Mais cette formule ne peut garantir que tous puissent satisfaire aux conditions qui donnent droit à ce revenu social,c'est sa limite.

L'auteur donne plusieurs exemples des formes que peuvent revêtir les multiactivités que permettra l'allocation de revenu social, activités auto-organisées, autogérées et volontaires qui sont ouvertes à tous. Elles ont vocation de soustraire à la logique capitaliste et marchande l'espace et le temps social que la contraction du volume du travail rend disponible.A titre d'illustration l'auteur rappelle les systèmes d'échanges locaux et de cercles de coopération qui ont vu le jour aux Etats-Unis, en Allemagne et en Grande-Bretagne. Il va jusqu'à préconiser la création d'une monnaie locale qui abolirait le fétichisme de l'argent.

Ouvrage d'une lecture s'imulante dans ce débat très animé sur l'avenir ou le devenir du travail et du salariat (2) qui se rapproche un peu des propositions de Jeremy Rifkin (3) qui voit dans le «tiers secteur» (ni le secteur privé ni le secteur public) une solution à la crise de l'emploi et de la société post-fordiste.

(Hedva Sarfati)

---

(1) Jeremy Rifkin : «La fin du travail», préface de Michel Rocard, Paris, éditions La Découverte, 1996, 439 pages.

(2) Voir à ce sujet, parmi bien d'autres ouvrages publiés en France récemment :

. Philippe Arondel : «L'homme-marché», Paris, éditions Desclée de Brouwer, 1997,

. Jean Boissonnat : «Le travail dans vingt ans», rapport de la commission présidée par Jean Boissonnat, Commissariat général du Plan, Paris, éditions Odile Jacob, 1995,

. Pierre Boisard, Daniel Cohen et al. : «Le travail quel avenir», Paris, éditions Gallimard, 1997,

. Robert Castel : «Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat» Paris, éditions Fayard, 1995,

. Yves Clot : «Le travail sans l'homme ? Pour une psychologie des milieux de travail et de vie», Paris, éditions La Découverte, 1995,

Jean-Pierre Chanteau et Jean-Pierre Clerc : «Réduction du temps de travail : que faut-il croire ?», Paris, éditions Syros, 1997,

. Bruno Jarrosson et Michel Zarka : «De la défaite du travail à la conquête du choix», Paris, éditions Dunod, 1997.

. Alain Lebaube : «L'emploi en miettes», Paris, éditions Hachette, 1988,

. Dominique Méda : «Le travail, une valeur en voie de disparition», Paris, éditions Aubier, 1995,

. Jean-Claude Milner : «Le salaire de l'idéal : la théorie des classes et de la culture au XXe siècle», Paris, éditions du Seuil, 1997,

. Alain Minc : «La France de l'an 2000», rapport de la commission présidée par Alain Minc, Commissariat général du Plan, Paris, éditions Odile Jacob, 1994,

. Michel Rocard : «Les moyens d'en sortir», Paris, éditions du Seuil, 1996,

. Pierre Rolle : «Où va le salariat?», Lausanne, éditions Page deux, Fondation Marcel Liebman, 1997,

. «Regards croisés sur le travail et son devenir», numéro spécial de la Revue Internationale du Travail, Genève, BIT, vol 135, n° 6 (contient des articles de A. Supiot, R. Castel, G. Heuzé-Brigant, D. Méda, R. Le Guidec).

(3) Jeremy Rifkin : «La fin du travail», op. cit. chapitre 17 (pp. 328-357).